



**Assemblée générale
Conseil de sécurité**

Distr. générale
29 mars 2012
Français
Original : anglais

**Assemblée générale
Soixante-sixième session
Point 35 de l'ordre du jour
Conflits prolongés dans la région du Groupe
GUAM et leurs incidences sur la paix
et la sécurité internationales
et sur le développement**

**Conseil de sécurité
Soixante-septième année**

**Lettres identiques datées du 26 mars 2012, adressées
au Secrétaire général et au Président du Conseil
de sécurité par le Représentant permanent de la Géorgie
auprès de l'Organisation des Nations Unies**

J'ai l'honneur de vous faire tenir ci-joint une déclaration du Ministère des affaires étrangères de la Géorgie, en date du 26 mars 2012, au sujet des prétendues « élections » tenues dans les régions occupées de la Géorgie (voir annexe).

Je vous serais obligé de bien vouloir faire distribuer le texte de la présente lettre et de son annexe comme document de l'Assemblée générale, au titre du point 35 de l'ordre du jour, et du Conseil de sécurité.

L'Ambassadeur,
Représentant permanent
(Signé) Alexander Lomaia



**Annexe aux lettres identiques datées du 26 mars 2012
adressées au Secrétaire général et au Président
du Conseil de sécurité par le Représentant permanent
de la Géorgie auprès de l'Organisation des Nations Unies**

**Déclaration du Ministre des affaires étrangères
de la Géorgie au sujet des prétendues « élections »
tenues dans les régions occupées de la Géorgie**

Le 25 mars 2012, les forces d'occupation russes et leur régime fantoche ont organisé de prétendues « élections présidentielles » dans la région géorgienne de Tskhinvali. Après les événements qui s'y sont produits il y a quelques mois, la tenue de ces prétendues « réélections » confirme que la situation sur place est totalement sous le contrôle de la Fédération de Russie. En outre, le 24 mars 2012, le régime d'occupation russe a procédé au deuxième tour de prétendues « élections parlementaires » dans la région géorgienne de l'Abkhazie, elle aussi sous occupation russe.

En créant l'illusion d'une gouvernance démocratique, la Fédération de Russie tente – en vain – de conférer une légitimité aux résultats des prétendues « élections » et de passer ainsi sous silence l'épuration ethnique et le remaniement démographique imposés à des centaines de milliers d'innocents par la contrainte et des méthodes vicieuses. Entre autres droits de l'homme reconnus à l'échelle internationale, elle nie aux déplacés et réfugiés celui de rentrer chez eux en toute sécurité et dans la dignité. De plus, les régimes d'occupation continuent de bafouer quotidiennement les libertés et droits fondamentaux de la population réduite qui réside encore dans les régions occupées. Les difficultés se trouvent exacerbées par le fait que les représentants de la Mission de surveillance de l'Union européenne et d'autres organisations internationales ne sont pas autorisés à pénétrer dans les régions occupées de la Géorgie ni donc en mesure d'y évaluer la gravité de la situation des droits de l'homme.

Il est à noter que la communauté internationale a condamné sans équivoque les prétendues « élections parlementaires » du 10 mars 2012 dans la région géorgienne de l'Abkhazie, sous occupation russe, et clairement souligné leur caractère illégitime. Des organisations internationales et un certain nombre d'États ont réaffirmé à la faveur de déclarations officielles leur appui vigoureux à la souveraineté et à l'intégrité territoriale de la Géorgie et insisté sur la violation grave que constituent ces prétendues « élections » au regard des principes fondamentaux du droit international.

Le Ministère des affaires étrangères de la Géorgie appelle la communauté internationale à persévérer dans son examen des parodies d'élections organisées par les forces russes dans les territoires géorgiens qu'elles occupent et à maintenir la pression diplomatique sur la Russie afin que le pays respecte ses obligations internationales, y compris les termes de l'accord de cessez-le-feu du 12 août 2008.